

d'industries alliées. L'extraction de l'or et de l'argent est sur un pied différent et je me demande s'il y a beaucoup à dire en faveur de cette branche de l'industrie minière, en tant qu'aide et soutien des diverses entreprises de notre vie industrielle et sociale. Je crois que c'est une vérité évidente que, à tout prendre, l'exploitation des mines engloutit plus d'argent qu'elle n'en rapporte jamais. Si nous considérons d'une part les millions de dollars versés à titre de dividendes, nous ne devons pas perdre de vue que le public a déboursé autant, et peut-être plus de millions qui ne lui ont donné ni gains, ni dividendes, de sorte que, tous comptes tirés, la perte de fonds dépasse probablement les profits.

Mes commentaires tendent à prouver qu'un gouvernement, en dressant ses projets et établissant sa ligne de conduite, ne saurait ne pas tenir compte de la certitude que ces ressources mêmes, qui semblent aujourd'hui des preuves de progrès et d'expansion diminueront; qu'il ne saurait négliger de tenter de les rétablir au moyen du reboisement et de la sylviculture. Je considère que ces moyens de conservation et de reproduction ont autant d'importance pour la présente génération et les âges futurs que les facilités offertes pour l'exploitation, l'exportation et l'utilisation de ces ressources. Tout en étant bien aises de les posséder et tout en ayant parfaitement le droit de nous en servir avec modération pour ceux de notre époque, nous sommes tenus de les conserver et de les remplacer autant que faire se peut afin que nous ne manquions pas de ces grandes ressources à l'avenir.

On dit à bon droit, je crois, que les trois grands ennemis de la sylviculture au Canada, ennemis qui tendent à diminuer l'étendue de nos forêts, et même à détruire celle-ci sont: d'abord, le gaspillage dans l'exploitation; puis, les insectes et autres animalcules qui, tous les ans, causent des pertes de plusieurs millions, et, parfois, anéantissent complètement les forêts. Le troisième ennemi est l'usage immodéré de ces ressources qui sont excellentes et paraissent utiles aux établissements actuels, mais qu'il y aurait lieu d'utiliser de la bonne manière en prévision des résultats que pourrait avoir à l'avenir un grand développement des produits forestiers.

Ce que j'ai dit se rapporte à l'augmentation du revenu. Un ministre des Finances a beau dire que le revenu du présent exercice l'emporte de plusieurs millions sur celui de l'exercice précédent; il a beau nous féliciter de cet accroissement des fonds destinés aux dépenses publiques. Pourtant, il y a ici deux choses à considérer. Un gouvernement ne doit pas dépasser les bornes; un ministre des

Finances ne doit pas se croire le dispensateur de fonds publics pour le compte d'un seul parti pendant ses quatre années, ou même ses huit à quinze années de pouvoir, ni afficher les plus beaux dehors, s'en rapportant au parti qui lui succédera du soin de parer aux conséquences. Un ministre des Finances comme celui d'aujourd'hui doit être enclin—et je crois qu'il l'est—à se considérer comme l'un des membres d'une lignée de ministres, lequel ne servira pas en premier lieu son parti, mais agira pour le plus grand bien de la patrie ayant toujours en l'idée la conservation des deniers publics, aussi bien que leur emploi.

L'argent qui entre dans nos coffres provient de deux sources. C'est le fruit d'un impôt sur le travail et la production, et un ministre des Finances doit veiller à ce que le prélèvement de l'excédent des recettes des industries nationales n'ait pas le résultat d'empêcher ces industries de recevoir de nouveau une partie suffisante de ce surcroît de recettes pour combler leur caisse et se développer et, par conséquent, accroître graduellement leurs entreprises. L'accaparement dans une trop grande mesure de l'excédent de ces recettes de l'industrie paralyse celle-ci, peut non seulement lui nuire mais entraver aussi le développement et l'essor industriels dans tout le Dominion de manière à nuire à toutes les démarches tendant au progrès social et matériel dans notre territoire.

L'autre source de recettes, est une source à laquelle tous les ministres des Finances ont abondamment puisé, c'est l'industrie des spiritueux qui acquitte de très lourds droits de douane et d'accise et contribue une très forte part du revenu annuel de l'Etat. Or, il y a à faire à ce sujet une remarque que vous vous attendriez à voir tomber de mes lèvres, mais qui pourrait également venir d'un économiste, il me semble. S'il est en notre pays une entreprise de grande envergure et répandue au loin, entreprise qui commence par détruire les principaux articles alimentaires et les transforme en quelque chose qui, d'après l'interprétation la plus libérale, contribue au plaisir d'un certain élément de notre population, mais dont la conséquence inévitable est de nuire fortement à l'efficacité de la production, vous tirez des recettes d'une source néfaste qui sape les véritables fondements du progrès de l'avancement de la nation. Un pays qui prélève une partie de son revenu sur une industrie qui n'accroît pas l'efficacité et la puissance de la production, qui tend, au contraire, à les diminuer dans une large mesure, ne s'adresse pas à une industrie du meilleur genre. Et nous ferions mieux de ne pas fonder trop d'espoir sur les recettes puisées à cette source.